

EAD janvier 2020 Classes de Seconde – Correction

JOUR 1 : Travail sur le manuel de Géographie : « Repères » spatiaux et méthodologiques.

Faites les exercices dans votre cahier / classeur. Notez à part les questions que vous vous posez, les éléments peu clairs.

Consigne : Présentez les documents n°1 page 124 et n°2 page 125 ET faites l'activité « Mettre les cartes en relation » page 128.

1. Présentez les documents n°1 page 124 et n°2 page 125

Le document intitulé « D'importants écarts de développement : l'indice de développement humain (IDH) » est un planisphère de projection de Robinson établi par le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) dans son rapport de 2018 (Données de 2017 et qui présente la répartition des IDH faibles, moyens et élevés dans le monde). Le pavage étant réalisé par pays, on parle également de Chronoplèthe. La carte établie par le PNUD permet de comprendre l'inégale répartition du développement humain dans le monde et la marginalisation en ces termes de deux régions du monde, l'Afrique subsaharienne et l'Asie du Sud et du Sud-Est.

L'Indice de Développement Humain (IDH) est un indice synthétique composite élaboré par Mahbub ul HAQ, pakistanais, et l'Indien Amartya SEN, qui prend en compte le revenu national brut par habitant (RNB/hab.), l'espérance de vie et la scolarisation : en d'autres termes il prend en compte aussi bien la création des richesses (RNB) que leur redistribution (Espérance de vie, scolarisation). Il mesure les chances que l'on donne aux individus de construire librement leur développement au sein d'un pays donné. C'est ce qu'on appelle une conception holistique du développement.

Le document intitulé « La richesse mondiale inégalement partagée : le Produit Intérieur Brut (PIB) » est une carte par anamorphose établie par RAMSES en 2019, vraisemblablement (même si cela n'est pas dit) à partir de données du Fonds Monétaire International (FMI) ou de la Banque mondiale (WBG), deux organismes internationaux réputés pour la fiabilité statistique de leurs rapports économiques annuels. La carte établie par RAMSES permet de mettre en perspective le PIB et le PIB par habitant : on voit ainsi que la richesse se concentre essentiellement dans les trois pôles de la Triade (Amérique du Nord, Europe de l'Ouest et Asie de l'Est), régions où la création de richesse par habitant est également la plus forte.

Somme des valeurs ajoutées créées dans un territoire donné, ici les États et territoires reconnus par l'Organisation des Nations Unies (ONU), le PIB est un agrégat statistique simple qui mesure donc strictement la création des richesses et non la richesse des pays ou de ses habitants (Le capital détenu n'est pas pris en compte). Ainsi, une partie du PIB de la Chine est rapatrié ensuite dans leurs pays d'origine par les entreprises étrangères qui y sont installées, ce qui ne serait pas le cas si la carte présentait les PNB (Produit National Brut). Il est à noter que cela est valable pour tous les pays du monde. Dans le même ordre d'idées, le PIB/hab. ne mesure pas la richesse des habitants mais la création de richesse moyenne que réalise chaque habitant, une donnée plus proche de la productivité donc.

Cependant, les écarts entre PNB et PIB des pays industrialisés (Anciens ou récents) sont très faibles : le PIB est alors utilisé par commodité, non pour sa valeur statistique intrinsèque, mais pour faciliter les comparaisons internationales. La carte par anamorphose permet de mettre en relation des données statistiques entre elles : on remarquera toutefois que sa valeur en termes de lecture statistique est faible. Ainsi, si l'on comprend bien que la Chine et les États-Unis ont un PIB sensiblement égal, on ne peut pas y lire que celui des États-Unis est de 22 000 milliards de dollars US, et celui de la Chine de 18 000 milliards. On comprend très bien en revanche que la Chine avec un PIB comparable à celui des États-Unis a toutefois un PIB/hab. beaucoup plus faible (Plus de 40 000 US\$ aux États-Unis, moins de 20 000 en Chine, soit deux fois moins dans le meilleur des cas).

2. Faites l'activité « Mettre les cartes en relation » page 128.

Quelles sont les formes de mal-développement dans le monde ? Trois cartes permettent de proposer des réponses. Deux émanent du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD 2018), il s'agit du document intitulé « L'espérance de vie », une carte de projection polaire Nord qui permet de voir l'inégale espérance de vie dans le monde entre les pays qui se situent en moyenne au dessus de la moyenne mondiale de 72 ans et ceux qui sont au dessous, et du document intitulé « La pauvreté humaine (2016) », un planisphère de projection de Robinson qui permet de montrer l'inégale pauvreté humaine à partir de l'indice de pauvreté multidimensionnelle (IPM). La dernière carte intitulée « Les inégalités alimentaires dans le monde » est un planisphère de projection de Robinson et est élaborée en 2018 conjointement à partir des données statistiques de la *Food and Agriculture Organization* (FAO), l'organisation du système des Nations Unies qui traite les questions agricoles et alimentaires, et l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS), et qui montre les inégalités de distribution de la ration quotidienne de kilocalories et les maladies liées à cette inégalité (Obésité, maladies liées à la pénurie).

Quelles sont les trois facettes du mal-développement des pays du Sud présentées par ces cartes ? Les trois facettes du mal-développement qui sont présentées par ces cartes sont : la pauvreté de masse (près de 400 millions de pauvres en Inde, plus de 100 millions au Nigeria), la faible espérance de vie (Moins de 60 ans au Mali, en Ouganda mais aussi en Côte d'Ivoire, ou au Cameroun), et la sous-alimentation (Moins de 2 200 kilocalories quotidiennes par personne du Tchad à la Zambie et dans la Corne de l'Afrique, Kenya compris).

Quelles régions du monde sont les plus touchées par le mal-développement ? L'Afrique subsaharienne et l'Asie du Sud sont les régions du monde les plus touchées par le mal-développement. Ce sont les régions du monde (Une espérance de vie inférieure à 68 ans, une ration calorique inférieure à 2 800 kilocalories / personne quand la moyenne mondiale est de 2 900 environ et les plus forts indices de pauvreté multidimensionnelle, au dessus de 0,1). Les pays du Sahel et ceux d'Afrique centrale et de la Corne de l'Afrique en Afrique, le groupe Afghanistan / Pakistan en Asie du Sud et le groupe Laos / Cambodge en Asie du Sud-Est de distinguent par des situation particulièrement déprimées : l'espérance de vie y est inférieure à 60 ans, les pays ont les rations caloriques les plus faibles (Inférieures à 2 200 kilocalories / jour et par personne, les pays sont dépendant de l'aide alimentaire internationale et les indices de pauvreté multidimensionnelle sont parmi les plus forts). Au sein de ces régions, les pays enclavés sont presque systématiquement les plus pénalisés : c'est le cas de l'Afghanistan et du Laos en Asie, du Mali, du Tchad, de la Centrafrique ou de l'Ouganda en Afrique. Cela nous rappelle que la pauvreté des États est liée à leur éloignement des grands flux commerciaux de la mondialisation.

Mais les cartes ne permettent pas de comprendre pourquoi ces régions là sont touchées par toutes les facettes du mal-développement. Et notamment c'est la question de la gouvernance qui n'est pas abordée : guerres civiles, guerres internationales (Afghanistan), poids de l'histoire (Le Laos a été une victime collatérale de la longue guerre du Vietnam), corruption des sociétés et des pouvoirs publics... Le mal-développement est d'abord le produit de la mal-gouvernance comme l'exemple de la République Démocratique du Congo, ce scandale géologique qui regorge de matières premières précieuses et stratégiques, est un des pays du monde les plus pauvres (IPM fort, dépendance alimentaire, espérance de vie faible, IDH faible, PIB faible et PIB/hab. très faible). Mais c'est aussi un pays très corrompu.

JOUR 2 : Travail sur le manuel de Géographie : « L'émergence de l'Inde, un réel développement ? ».

Vous allez réutiliser les notions vues pour analyser un cas concret d'aménagement à l'échelle nationale. Recopiez les questions dans votre cahier / classeur et répondez aux questions. Relisez-vous soigneusement.

Consigne : Répondez aux questions n°3 et 4 page 131 ET aux questions n°1 et 2 page 133.

1. Répondez aux questions n°3 et 4 page 131

Question n°3 page 131 : Quelle politique a accompagné l'émergence indienne ? Pourquoi la réduction de la pauvreté ne semble-t-elle pas être une priorité ?

La politique qui a accompagné l'émergence de l'Inde est une politique libérale, aujourd'hui ultra libérale. Le changement de majorité politique (Hier le Parti du Congrès, historique et acteur de l'indépendance en 1947 et aujourd'hui le BJP, parti nationaliste et xénophobe hindou de Narendra MODI, le Premier Ministre de l'Inde) n'a pas modifié l'approche macro-économique des dirigeants indiens.

En quoi a consisté l'approche néolibérale de l'ouverture économique de l'Inde depuis les années quatre-vingt dix ?

Selon Frédéric LANDY interrogé pour Radio France Internationale (RFI) par Tirthankar CHANDA en 2018, la libéralisation de l'économie indienne a essentiellement constitué en libéralisation du marché de la terre, donc enjeux d'un marché, et de construction de zones franches (Exemptées d'impôts) pour accueillir les investisseurs, notamment étrangers. C'est une recette libérale classique qui ambitionne de créer des emplois à n'importe quel prix, c'est-à-dire quelque soit le type d'emplois, afin d'engager un cycle de croissance qui verra les profits réalisés par les plus riches ruisseler sur l'ensemble de la société. (Théorie du ruissellement).

Cette croissance libérale a-t-elle profité à l'Inde ? Oui, incontestablement : le Revenu National Brut (RNB) par habitant a été multiplié par 5 entre 1990 et 2017 (En tout de même 27 ans), l'espérance de vie a pris 10 ans, et la part d'habitants dans les bidonvilles a été divisé par deux comme la pauvreté. Cependant, les freins sont importants : la part d'emploi des femmes a régressé (Passant de 28% à 24% de la population active), la population est restée rurale (66% de ruraux), la sous-alimentation touche encore 15% des Indiens (Contre 18% en 1990).

La pauvreté est d'ailleurs un des atouts de l'Inde dans un marché du travail mondialisé : la pauvreté en effet constitue une armée de réserve du capitalisme puisqu'elle comprime les salaires à la baisse, oblige les salariés à accepter des salaires très bas, à peu se syndiquer, à rester peu politiser et à accepter des conditions de travail parfois très difficiles. L'Inde s'est ainsi imposée dans des secteurs très divers : médecine, construction navale, équipages navigants sur les porte-conteneurs, informaticiens...

La croissance dans un contexte de mondialisation ne produit pas toujours l'enrichissement de la société et encore moins une réduction des inégalités.

Question n°4 page 131 : Dans quelles domaines les progrès socio-économiques ont-ils été les plus forts ? Les plus faibles ?

Entre le début des années 1990 où commence l'ouverture économique de l'Inde à la mondialisation et 2017 date où les données de la Banque mondiale sont collectées, l'Inde a vu ses grands indicateurs socio-économiques progresser, mais pas à la même vitesse : certains ont connu une importante progression, d'autres une progression moindre, voire ont régressé.

Les progrès économiques et sociaux sont visibles notamment le Revenu National Brut (RNB/hab.) qui a été multiplié par 5, passant de 380US\$ en 1990 à 1820US\$ en 2017, ou la mortalité infantile qui passe dans le même temps de 126‰ à 39‰, et la part de pauvres et de personnes vivant dans les bidonvilles qui passe approximativement de 50% à 24%. Ces performances sont d'autant plus spectaculaires que dans le même temps la population indienne a augmenté de 50%, faisant de l'Inde avec ses 1 milliards 200 millions d'habitants le deuxième pays le plus peuplé au monde, avec des perspectives de croissance démographique qui en feront en 2050 un pays plus peuplé que la République Populaire de Chine (RPC).

Les progrès économiques et sociaux sont plus modestes dans d'autres domaines : la population reste majoritairement rurale, 66% de la population en 2017, les femmes sont moins présentes sur le marché du travail salarié (24% en 2017 contre 28% en 1990), l'IDH reste modeste (130^e rang sur 187 pour une des principales économies émergentes), et surtout la sous-alimentation, au pays qui a inventé la « Révolution verte », chronique : 15% des Indiens sont encore sous-alimentés.

L'insertion dans la mondialisation a donc entraîné un mieux-être moyen mais qui n'a pas modifié les grands équilibres socio-économiques de l'Inde qui reste un pays à la population rurale, pauvre où la place des femmes est subalterne.

2. Répondez aux questions n°1 et 2 page 133.

Question n°1 page 133 : Quelles fortes inégalités socio-spatiales sont observables en Inde ?

L'Inde fait partie des marchés émergents à forts potentiels de croissance tels qu'identifiés à la fin des années quatre-vingt dix et regroupés sous l'appellation BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud). Comme dans tous les pays ayant connu une mutation brutale de son économie et une croissance du PIB forte en peu de temps, les inégalités sociales ont explosé en Inde, un phénomène classique en contexte de mondialisation.

Cependant, les inégalités n'affectent pas tous les groupes socio de la même manière ni uniformément tout le territoire indien.

Les ruraux en général et les agriculteurs en particuliers sont les premières victimes de l'ouverture économique de l'Inde aux marchés mondiaux et de la disparition du rôle central de l'État dans la régulation de l'économie. Au tournant des années quatre-vingt, l'Inde a abandonné son modèle de développement tiers-mondiste aut centrée et socialiste pour adopter un modèle de développement libéral. En conséquence, les aides publiques qui protégeaient les paysans ont disparu, les prix garantis aussi, et nombre de paysans sont aujourd'hui ruinés ou appauvris. Le taux de suicides des paysans indien est un des plus élevés au monde. Pourtant, la pauvreté sévit en ville également : dans Mumbai, la capitale économique du pays, 50% des habitants vivent dans des bidonvilles. Avoir un emploi stable et bien payé ne suffit pas à se loger correctement.

Certaines catégories de la population sont particulièrement victimes de l'inégale répartition des richesses : c'est le cas dans les zones rurales des populations tribales (Les Adivasi) qui vivent généralement dans les régions montagneuses ou de forêt dense et sont souvent victimes des exactions des groupes d'auto-défense ou des groupes de sécurité. C'est le cas aussi des Dalit, les personnes qui se trouvent le plus dans l'échelle religieuse hindoue et sont considérées comme impures. Les Dalit sont victimes des exactions des propriétaires terriens et sont marginalisés à l'extrême. Partout en Inde, les femmes sont victimes des pires exactions : l'Inde reste le pays du viol. Si les femmes manifestent désormais pour mettre fin à l'impunité et pour réclamer plus de droit, les infanticides contre les filles ont fait tomber la part des femmes à 48% de la population totale, or dans une société quand les femmes deviennent rares elles sont plus facilement enfermées par leur famille et victimes de violences. C'est le cas en Inde.

Question n°2 page 133 : Montrez l'inégale répartition géographique de la pauvreté en Inde.

La pauvreté en Inde affecte l'ensemble du pays qui compte 400 millions de pauvres. Pour autant, la pauvreté n'est pas également répartie sur l'ensemble du territoire. Le Sud de l'Inde, qui accueille les grandes entreprises indiennes et étrangères d'informatique et du numérique, est la région la moins pauvre de l'Inde : le Tamil Nadu a un indice de pauvreté multidimensionnelle (IPM) inférieur à 0,05 quand la vallée du Gange dépasse les 0,15 voire pour le Bihar et le Jharkand les 0,2. Si l'enclavement peut-être une explication (Cas de l'Assam sous contrôle militaire étroit, cas du Bihar aux pieds de l'Himalaya), certaines régions (Cachemire, Pendjab indien) sont à la fois des régions de fort contrôle militaire et enclavées et ont des IPM faibles : moins de 0,10 ou 0,5. C'est le cœur hindouiste de l'Inde qui semble le plus frappé par la pauvreté : la structure des castes qui architecture la société hindouiste freine le développement humain.

Il faut cependant relativiser les données de la carte : d'une part la croissance économique de l'Inde est fragile et très dépendante de l'étranger comme l'a montré l'épidémie de COVID-19 qui a mis brutalement des dizaines de millions de travailleurs des villes au chômage dont des centaines de milliers d'ingénieurs informatiques contraints de regagner leurs campagnes d'origine pour survivre. D'autre part les villes ne sont pas uniformément riches : Bombay recèle aussi ses bidonvilles, institutionnalisés en centre-ville, sauvages en périphérie. L'extrême pauvreté côtoie alors l'extrême richesse, marque des pays du Tiers-Monde à la croissance économique inégalitaire, marquée par les survivances des inégalités traditionnelles que la mondialisation renforce plus qu'elle ne les atténue.

JOUR 3 : Travail sur le manuel de Géographie : « Repenser le développement : le développement durable. »

Intérêt et limites d'une nouvelle approche du développement : le développement durable, social et solidaire. TEXTE N°5 page 137 et informations page 136.

Consigne : Répondez aux questions n°1 à n°4 page 137. Essayez d'avoir une perspective critique sans opposer développement et développement durable.

Question n°1 page 137 : Qu'est-ce que le développement « durable » ?

Le ralentissement de la croissance au début des années soixante-dix et la multiplication des scandales environnementaux permettent la diffusion de nouveaux modèles théoriques de développement autour de la notion de croissance maîtrisée, voire de décroissance ou de croissance zéro (Club de Rome, Rapport Meadows 1972, Rapport de la commission mondiale sur l'environnement et le développement, ONU, présidée par BRUNDTLAND, 1987). Une définition consensuelle du développement est proposée par l'ONU, c'est le concept de « développement durable » : le développement durable admet l'utilisation des ressources naturelles si cette utilisation n'interdit pas aux générations futures de satisfaire leurs besoins fondamentaux faute de ressources naturelles. Le développement durable propose une gestion de l'environnement plus qu'une protection de l'environnement.

Traditionnellement, on identifie trois piliers dans le développement durable : une croissance économique mais maîtrisée c'est-à-dire qui ne génère pas de pollution de masse ou de long terme, une juste répartition des richesses produites, et une gestion de l'environnement qui permette la préservation de la biodiversité. Progressivement, au fur et à mesure que les opinions internationales prenaient conscience du détournement de l'aide publique internationale au profit des bourgeoisies de service et des keltocrates des pays du Sud, la « bonne gouvernance » devient le quatrième pilier du développement durable. Même si ce concept reste flou dans les faits et s'apparente souvent à un maquillage démocratique de pratiques dictatoriales (Népotisme, corruption généralisée, fraudes lors des élections dans le cas des régimes « illibéraux »), la bonne gouvernance impose une certaine transparence dans la gestion des fonds publics, et les poursuites pour « bien mal acquis » tendent à se multiplier contre les familles de dictateurs trop vite enrichis.

Aujourd'hui, la notion de développement durable s'est imposée dans les politiques publiques internationales : comment comprendre le succès de ce concept ?

Question n°2 page 137 : Pourquoi ce modèle s'est progressivement imposé ?

Le modèle de développement durable s'est progressivement imposé parce qu'il concilie les impératifs du développement tel que les institutions financières internationales, l'ONU et les opinions publiques chacune de leur côté les conçoivent.

L'Organisation des Nations Unies (ONU) a rapidement compris que la protection de l'environnement était une demande forte des opinions publiques au Nord comme au Sud. De ce fait, le concept de développement durable est un formidable liant pour bâtir une citoyenneté mondiale, transnationale et transpartisane. En faisant la promotion du développement durable, en mettant en place des groupes d'experts sur le climat comme le GIEC, en parrainant les rencontres internationales sur le climat ou en les organisant, l'ONU est revenue au centre du jeu géopolitique international sur le sujet en tenant un discours qui touche directement les sociétés civiles par delà les États.

Les institutions financières internationales comme le Fonds Monétaire International (FMI) et la Banque mondiale ont vu dans la promotion du développement durable la possibilité d'atteindre simultanément deux objectifs *a priori* contradictoires. D'une part, le développement durable permet aux institutions financières internationales d'avoir une vue plus transparente sur le fonctionnement des États bénéficiaires de l'Aide Publique au Développement (APD) : le contrôle de l'environnement c'est aussi le contrôle des appareils de surveillance des ressources naturelles, le contrôle sur le respect des droits individuels, le contrôle sur le fonctionnement des services de sécurité en général... Les impératifs de bonne gouvernance permettent à la fois de lutter contre la corruption, et

de promouvoir le libéralisme économique au nom de la saine gestion des deniers publics. D'autre part, les institutions financières internationales sont sorties de la période 1990-2010 avec une image extrêmement détériorée : l'échec de la transition économique et politique dans les anciens pays socialistes du bloc de l'Est en Europe, l'échec des plans d'austérité promus dans les années 1980 en Amérique centrale et en Afrique, l'échec du libéralisme à tous crins, manifeste avec la crise des *subprimes* et de dettes souveraines (2008-2009), ont terni l'image d'expertise de ces institutions. Leur ralliement au développement durable, après cinquante ans de promotion du développement industriel forcené et des économies de rente, leur a redonné un message pour légitimer leur action, alors que manifestement leur action avait été désastreuse auparavant. Paradoxalement, elles sont sorties renforcées de leur adoption du développement durable, nouveau mantra des Organisations Intergouvernementales (OIG).

Pour les opinions publiques, lassées de l'échec répété des politiques publiques de développement, l'adhésion au *credo* du développement durable a aussi coïncidé avec les nouvelles orientations des aides au développement qui passent de plus en plus par des ONG dans les pays du Sud en faisant l'impasse d'un stage dans les comptes publics nationaux. Les ONG locales, récipiendaires de l'aide, étant naïvement perçues comme moins corrompues que les administrations publiques des pays du Sud. Pour les opinions publiques des pays du Sud, le développement durable a permis aussi de faire valoir les droits des populations autochtones, qu'elles soient encore rurales (En faisant des paysans traditionnels les gardiens de l'environnement) ou citadines par le biais de la « bonne gouvernance » qui a érigé les « sociétés civiles » au rang d'interlocuteurs obligés, quelque soit la réalité que le terme de « société civile » puisse recouvrir.

En dépit de conceptions différentes de ce que doit-être le développement « durable », et en dépit de l'existence d'agendas différents selon les acteurs qui en font la promotion, on ne peut que se réjouir de voir s'établir un consensus sur la notion de développement qui fasse la part belle à la redistribution des richesses, à l'usage raisonné de la nature et à la transparence politique. Dans ce sens, le développement durable rompt évidemment avec toutes les conceptions passées de ce que devait être le développement.

Question n°3 page 137 : Quelles critiques sont adressées aux politiques d'aide au développement ?

Selon Jean-Louis CHALÉARD et Thierry SANJUAN, les auteurs de *Géographie du développement. Territoires et mondialisation dans les Suds* (Armand Colin, Paris, 2017), les institutions internationales engagées dans l'Aide Publique au Développement (APD) sont suspectées « [...] [d'] imposer des modes de gouvernance et des politiques économiques forgées au Nord et appliquées sans discussion avec les populations locales, et sans que leurs intérêts soient toujours pris en compte. [...] » (Lignes 11 à 14). Ces reproches datent essentiellement de la fin des années quatre-vingt dix quand il est devenu manifeste que les Plans d'Ajustement Structurel (PAS) imposés aux pays du Tiers-Monde très endettés avaient été des échecs. Les États du Tiers-Monde très endettés et souvent en situation de cessation de paiement avaient été contraints au milieu des années quatre-vingt de libéraliser les économies, donc de vendre leurs participations dans des entreprises nationales et de réduire le coût de la fonction publique donc de sacrifier les secteurs de la santé et de la scolarité, sous peine de ne pas être éligibles aux prêts des institutions financières internationales. La politique d'austérité (Les PAS) avait entraîné une crise économique qui avait été concomitante avec les efforts de démocratisation, ce qui a, par la suite, entraîné dans les opinions publiques de nombreux pays du Sud une assimilation de la démocratie avec le marasme économique : en conséquence, les pays du Tiers-Monde se sont trouvés en échec à la fois dans la transition démocratique et dans la transition économique.

Incontestablement, les différents organismes qui interviennent dans le financement des politiques publiques des pays en développement, que ce soit les OIG pour l'aide multilatérale, les ONG et les agences de développement dans le cas de l'aide bilatérale, sont porteuses d'une conception spécifique du développement et de ses modalités, conceptions qui sont rarement élaborées en concertation avec les populations locales. Cette critique rejoint deux concepts de sciences politiques plus anciens ; celle du « néocolonialisme », d'abord, développée par Kwame NKRUMAH, un des pères fondateurs du panafricanisme, qui dénonçait l'emprise des anciennes métropoles sur leurs anciennes colonies par l'entremise de la dette et des APD. Elle rejoint celle d'Antonio GRAMSCI, et son

concept de « néo-hégémonie », qui dénonçait les idéologies qui inculquaient aux gens le sentiment que leur situation de subordination et de soumission était dans l'ordre naturel des choses.

Mais cette critique, qui fait des pays du Nord des vecteurs d'une acculturation délétère, omet de préciser que, dès les indépendances, les *intelligentsias* locales se sont emparées de la question du développement, sans tenir aucun compte des désidératas des « populations locales » : les projets d'infrastructure, les choix vers des cultures de rente destinées à l'exportation ou au contraire d'une industrialisation aut centrée (Inde) ou des stratégies de développement et de diversification de l'économie par la substitution des importations (Corée du Sud, Taïwan, RPC) ont été décidés d'en haut. Les « populations locales », si cette expression a un sens, n'ont bien sûr jamais été consultées par les élites, qu'elles soient nationales ou internationales, la frontière entre les deux n'étant d'ailleurs pas aussi nette qu'on voudrait le faire croire. De nombreuses élites internationales (Les experts internationaux de l'ONU, du FMI ou de la Banque mondiale) étant originaires des pays du Sud, qui en retour reviennent « au pays » parées de l'aura de ces institutions et entament alors de brillantes carrières politiques nationales où elles font la promotion des politiques de ces institutions : les carrières de Johnson Searlif, d'Alpha CONDÉ ou d'Alassane OUATARA en sont les illustrations parfaites.

Dès lors, l'idée que se façonneraient au Nord des politiques décidées hors sol paraît dédouaner les élites locales, qui sont, elles, pourtant, au contraire, associées étroitement à la détermination et à la définition de ces politiques de développement ; ne serait-ce que parce qu'une partie significative de ces élites hantent les OIG continentales ou internationales, et mettent en œuvre des politiques de développement libérales enseignées dans les écoles de commerce et de management dont elles sont issues et qui sont bien souvent anglo-saxonnes, pour ne pas dire américaines. On peut penser à l'Université de Harvard aux États-Unis, dont le programme de *management* sert de modèle aux programmes de formations des dirigeants ... Chinois ! Quand l'échec de ces politiques libérales est patent, il est de bon ton d'accuser l'Occident d'avoir pratiqué un impérialisme idéologique et d'aveuglement, mais c'est largement un mensonge que l'on sert aux dites « populations locales » : car ces échecs des différentes politiques de développement ont très souvent servis les intérêts économiques et financiers des élites nationales qui les ont mises en œuvre... Le naufrage bancaire du Liban dont le système financier n'était en réalité qu'une pyramide de PONZI a considérablement enrichi les élites politiques de toutes confessions, qui sont aujourd'hui de nouveau au pouvoir.

Ce reproche sert donc surtout des agendas politiques intérieurs au Nord comme au Sud, et paraît même, en deuxième lecture, particulièrement infâmant pour les populations locales des pays du Tiers-Monde : comment accepter, en effet, l'idée que le mieux-être, traduction concrète de ce qu'est le développement, puisse être autre chose que l'envie de vivre en bonne santé, d'avoir des enfants instruits, capables d'une réelle ascension sociale, et de vivre dans un pays où les libertés fondamentales sont garanties ? Le mieux-être n'est évidemment pas une notion dont l'Occident serait l'inventeur et qui porterait sa marque : c'est une notion universelle, dont les termes de « développement » ou de « développement durable » ne sont finalement que les traductions les plus récentes. Imaginer que le développement soit une notion importée revient à dire que les habitants des pays du Sud n'aspirent pas à vivre en bonne santé, à avoir des enfants instruits capables d'ascension sociale et ne considèrent pas qu'ils ont quelque chose de pertinent à dire sur les décisions politiques. Dans ce cas, pourquoi faire reproche aux institutions internationales de ne pas leur demander leur avis, puisque l'idée même de leur demander leur avis est considérée comme une importation occidentale ?

Chacun comprend bien que cette critique du développement et du développement durable sont des paravents qui permettent, dans les pays du Sud, de légitimer les kleptocraties et la patrimonialisation de l'État, les régimes autoritaires et la soumission des populations à des familles ou des clans qui s'enrichissent considérablement de la dilapidation et de la déprédation des deniers publics avant d'envoyer leurs enfants dans les universités ... occidentales !

Question n°4 page 137 : Selon Amartya SEN qu'est-ce qui fait obstacle au développement ? Qu'est-ce qui peut le favoriser ?

Selon Jean-Louis CHALÉARD et Thierry SANJUAN, les auteurs de *Géographie du développement. Territoires et mondialisation dans les Suds* (Armand Colin, Paris, 2017), Amartya SEN affirme que « [...] Les inégalités entre les individus ne s'apprécient pas au regard de leur dotation en ressources mais dans leurs capacités à les convertir en libertés réelles [...] » (Lignes 16 à 18), en conséquences, ce qui fait obstacle au développement c'est « [...] La tyrannie et l'inexistence de services publics [...] » (Ligne 19). C'est une conception dite « holistique » du développement qui place l'individu au cœur de l'action du développement : on ne « développe » pas les gens, on donne aux gens les moyens de se développer. Encore faut-il alors qu'ils puissent exprimer des désirs (D'où la nécessité de l'école) et se faire entendre et obéir (Démocratie).

C'est la conception défendue depuis le milieu des années quatre-vingt dix par le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) et c'est ce que l'Indicateur de Développement Humain (IDH, 1994) essaye de mesurer : les moyens donnés aux populations par les États et la communauté internationale pour que les individus puissent faire valoir leurs droits et leurs libertés. C'est aussi la conception de nombre d'ONG qui établissent des projets censés favoriser l'accès aux droits. Nul ne peut contester la validité d'une telle approche, du moins en théorie, car, en pratique, cette conception elle aussi se heurte à des nombreuses critiques.

D'une part, les « individus » dont on parle n'existent guère : les populations des pays pauvres, surtout celles issues du monde rural, n'appréhendent que rarement leur vie en termes d'individualités, mais plutôt en termes de communautés. Il serait donc plus judicieux de s'interroger sur la capacité des communautés à avoir accès à leurs droits. Or dans les sociétés rurales encore traditionnelles, cette conception onusienne des « droits » et des « libertés » ne correspond que rarement aux vœux des communautés. Le droit des jeunes filles à faire des études se heurte à la liberté des communautés de les marier vite pour qu'elles fassent des enfants qui serviront de soutiens à leurs parents devenus vieux. Le droit des communautés d'avoir une progéniture nombreuse se heurte à la volonté des ONG et des OIG de maîtriser une démographie devenue parfois inquiétante. Au Niger, le doublement de la population qui arrivait tous les 22 ans en 2000 s'effectue tous les 18 ans en 2020. Paradoxe nigérien, les cantons les plus diplômés sont ceux qui font le plus d'enfants ! L'ONU et les ONG sont rapidement prises dans un dilemme qui révèle l'hypocrisie profonde de leur posture moralisatrice : d'une part elles défendent le droit des peuples à définir les objectifs et les modes de leur développement, d'autre part elles refusent que ces objectifs soient contraires aux siens sous peine de n'être pas financés, et, enfin, elles sont incapables de faire la promotion active et sincère d'un État-providence et sont enfermées dans les présupposés libéraux qui servent de *doxa* aux décideurs internationaux (Pas d'enfants en grand nombre, mais pas de sécurité sociale non plus...). La rapidité avec laquelle la « communauté internationale » a fermé les yeux sur les coups d'États militaires contre des gouvernements islamistes démocratiquement élus (Algérie, Égypte, Pakistan, Yémen) montre que les hommes sont libres de choisir leurs gouvernements, sauf si ces gouvernements ne sont pas aussi choisis par l'ONU.

D'autre part, la démocratie, incontestablement le régime le mieux à même de concilier liberté individuelle et contrôle des élites, peut largement être une caricature de démocratie (Régimes illibéraux) dont l'ONU, et donc ses agences, s'accommodent très bien. À bien des égards, le monde est devenu « bipolaire » : à des discours généreux de développement et de promotion de la démocratie, se superpose une réalité de rivalités entre grandes puissances (*Canadian Security Intelligence Service, 2018*). Dans ce cas, l'ONU peut continuer à faire de la démocratie le fer de lance du développement durable, tant qu'elle continue à accueillir des pays qui bafouent les droits des peuples au mépris de la Charte des Nations Unies elle-même, l'espoir d'un monde où les hommes pourront faire valoir leurs droits est utopique. Et le développement restera juste de la croissance économique dans le cadre d'un système capitaliste libéral.